

Voisinage méditerranéen : la culture pour faire face aux fondamentalismes

L'art et la culture devraient être une composante essentielle de l'approfondissement du partenariat avec le voisinage méditerranéen. La consultation de l'Union Européenne sur la future politique européenne de voisinage est une occasion rare de faire entendre un point de vue sur ces thématiques pourtant fondamentales dans un contexte largement dominé par les questions commerciales et sécuritaires.

1. Art et culture, des valeurs partagées par les deux rives

1.1. Une demande répétée du Sud

Les pays partenaires méditerranéens disent régulièrement que la question de la culture et des valeurs doit être placée en haut de l'agenda. Ils ne veulent pas s'engager dans un partenariat qui ne serait que sécuritaire ou commercial. Avec la question des mobilités, c'est une de leurs demandes les plus récurrentes. Preuve en est que la Fondation Anna Lindh est une des (rares) réussites du processus de Barcelone. Preuve en est encore dernièrement la proposition de « 5 + 5 Culture » portée par la Tunisie, dans un contexte politique pourtant particulièrement difficile.

1.2. Une préférence collective commune

Les fondamentalistes arriveraient presque à nous faire oublier la longue histoire culturelle partagée, depuis la naissance de l'écriture, en passant par l'empire romain et *mare nostrum*, la circulation des arts et des idées lors de la Renaissance grâce aux bibliothèques arabes, le rôle de passeur de l'Empire Ottoman entre Balkans et Proche-Orient. Sans parler de la culture commune de l'art de vivre ensemble, l'agriculture et l'alimentation dans ce qu'elles ont de culturel, etc. C'est précisément parce que ni au Nord ni au Sud nous ne voulons envisager un avenir qui ne serait guidé que par la sécurité et le commerce, que la culture et l'art peuvent devenir une des préférences collectives de notre région commune.

1.3. Une occasion de dépasser l'approche réductrice de la culture par le religieux

L'obsession (croissante tant au Nord qu'au Sud) d'aborder la culture par la religion, dans la relation avec nos voisins ou vis-à-vis des populations qui en sont issues, montre aujourd'hui ses effets contre productifs et nous donne la mesure du retard pris dans la réflexion et l'action en matière de coopération culturelle. Quand elle fonctionne, celle-ci n'est pas valorisée à sa juste place et n'est perçue que comme un supplément d'âme, marginal face à ce qui serait les « vrais » enjeux : le pétrole et le gaz, les débouchés économiques, la coopération policière et la lutte contre l'islamisme. Et pourtant, c'est bien en travaillant sur la profondeur culturelle que pourra être évité le simplisme d'une culture réduite à une religion et d'une religion réduite à quelques préceptes fondamentalistes.

2. L'enjeu de la création et de l'innovation en Méditerranée

2.1. L'art et la culture pour le « vivre ensemble »

Travailler sur le « vivre – ensemble » avec les pays du Sud méditerranéen, au-delà de la tradition humaniste européenne de la relation l'autre, est aujourd'hui un véritable impératif pour l'Europe, tant les flux sont nombreux entre les deux rives de la Méditerranée. Monter des murs est illusoire, voire dangereux en renforçant le sentiment de rejet là où la relation doit primer. Loin d'être un accessoire réservé à ceux qui pourront y avoir accès, l'art et la culture sont une composante à part entière des relations interindividuelles, structurant les individus et les sociétés. Touchant le sensible, ils permettent une mise en contact et un mode de connaissance qui dépassent les préjugés. Dans un monde de plus en plus globalisé, l'art et la culture sont aussi un des fondements des identités et donc de la capacité d'interagir avec les sociétés étrangères. Si nous voulons réussir l'intégration régionale euro-méditerranéenne, la capacité *culturelle* à dialoguer avec l'autre est une condition.

2.2. L'art et la culture comme processus d'innovation.

Dans une « économie de la connaissance » qui donne une place de plus en plus centrale à la créativité, ils sont également un chemin vers l'innovation, qui est un des principaux défis de la modernisation de la société et de l'économie des pays sud méditerranéens. Elles ne pourront pas se développer uniquement par les progrès de la technologie. L'art est, par essence, une pratique de la création. L'essor indispensable de la pensée critique et innovante au Sud de la Méditerranée ne pourra se faire qu'en reconnaissant l'art comme sphère essentielle de la créativité des sociétés sud méditerranéennes et des échanges avec la rive nord.

3. Propositions

Les partenariats déjà nombreux et actifs dans ce domaine entre de nombreux pays membres et le voisinage méditerranéen ne sont pas à l'échelle nécessaire, face aux impératifs d'action que l'actualité nous impose. L'art et la culture représentent ce qu'il y a de profondément commun entre ces pays partenaires et une grande partie de l'Europe, de ses sociétés, de ses territoires et de son histoire.

L'Union Européenne pourrait agir sur quatre fronts :

1 – Soutenir la coopération culturelle et la mobilité des artistes et des professionnels de la culture

Augmenter très significativement son soutien politique et financier aux coopérations culturelles euro-méditerranéennes, qu'elles soient portées par un seul pays membre ou par plusieurs, notamment à travers le développement de projets EUNIC, structuration qui porte en soi une affirmation du respect et de la richesse de la diversité culturelle. En particulier, l'appui à la mobilité et au développement de résidences croisées sur des temps longs entre artistes, au sein de structures culturelles, avec un volet important obligatoire de médiation en direction des publics d'ici et de là-bas, notamment des jeunes les plus fragiles, ainsi que l'appui aux échanges de professionnels de la culture, en immersion, permettraient un travail en profondeur, peu médiatique dans un premier temps mais très efficace pour une meilleure connaissance de l'autre et un véritable échange sur les valeurs.

2 - Promouvoir l'apprentissage des langues européennes au Sud

En soutenant les cursus bilingues, que l'Union Européenne financerait en partie, notamment les lycées français, italiens, espagnol, allemand, anglais, voire inciter à la création de lycées européens. Le financement par l'Union Européenne permettrait d'une part à la Commission de vérifier que l'offre pédagogique répond aux exigences de connaissance culturelle des pays de l'Europe et de souci d'innovation et d'autre part d'éviter des droits d'inscription, qui en l'état actuel, limitent l'accès de ces lycées et universités aux plus argentés des habitants du sud. La connaissance d'une langue a une haute signification culturelle et le bilinguisme, voire multilinguisme, est une promotion du passage d'une culture à l'autre.

3 – Favoriser les stages et formations professionnelles entre les deux rives de la Méditerranée

Promouvoir une intégration économique régionale, dont les filières éducatives bilingues pourraient être parties prenantes, par exemple sous forme de stages dans les entreprises à cheval sur les deux rives pour les jeunes diplômés ou de soutien à de la formation professionnelle qui ferait une place à l'échange de bonnes pratiques entre pairs des différents pays.

4- Elargir les échanges et coopérations universitaires et de recherche

Au niveau universitaire, non seulement élargir les programme d'échanges Erasmus et Erasmus+ aux pays du voisinage mais apporter également un soutien aux projets conjoints de recherche-développement, pour permettre la convergence des normes, le partage de la chaîne de valeur, la gestion mutualisée des biens publics transnationaux.